



SANTÉ ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE LES LEÇONS DE LA CRISE DU COVID-19

Version du 1er avril 2020

Table des Matières

La santé au fondement de la réforme des activités	1
Santé et mise en œuvre des mesures de transition	3
Références	5

Notre pays n'est pas seulement en état d'urgence sanitaire, il a été placé par les autorités publiques en urgence climatique depuis maintenant de nombreux mois, et il s'est mis en situation de péril écologique, avec l'ensemble de la communauté humaine, depuis plusieurs décennies. Comme l'exprime Laurent Berger, *"Si on tenait un décompte quotidien des morts résultant directement ou indirectement du dérèglement climatique ou du déclin de la biodiversité, on estimerait sans doute qu'on est dans une crise sanitaire permanente et depuis longtemps !"* [1].

Les professionnels de la santé comme les institutions n'ont pas saisi jusqu'à présent la pleine mesure de cette situation de danger, alors que depuis quelques années déjà, la population fait clairement le lien entre la santé et la dégradation de l'environnement. L'interruption que nous sommes en train de vivre constitue ainsi l'occasion (1) de mieux comprendre ce que nous sommes en train de vivre et (2) d'empêcher que tout redémarre comme avant [4]. Parmi les enjeux de plus long terme se trouve la capacité à faire travailler ensemble les acteurs institutionnels, en particulier les institutions sanitaires, et le mouvement social. Dans cette perspective, nous devons également doter le mouvement social d'un narratif susceptible d'intégrer durablement ces enjeux sanitaires, qui s'imposent actuellement dans le débat public, aux revendications politiques et sociales plus traditionnelles. Le texte ci-après tente ce rapprochement avec le Pacte pour la transition.

La santé au fondement de la réforme des activités

Dans nos pays européens, les stratégies de lutte contre la dynamique épidémique ont pris le pas sur les modèles de profitabilité et la croissance du PIB. Comme l'écrit Stéphane Foucart, *« la croissance économique a momentanément cessé d'être la seule et unique métrique du succès des politiques publiques. Il y a, en face, le nombre de morts qui pourra y être opposé »* [3]. Face à une telle comptabilité, les conventions économiques et financières réputées les plus solides sont balayées en quelques jours. C'est exactement ce dont nous avons besoin pour éviter qu'elles continuent de nuire.

Dès lors, l'épreuve que nous traversons donne l'opportunité de questionner plus vigoureusement que naguère les fondements éthiques et culturels de la structure actuelle des forces productives (transformation matérielle, organisation des échanges), qui apparaissent maintenant comme les principales forces de destruction des équilibres vitaux de la biosphère. Quels fondements conventionnels pouvons-nous mobiliser pour leur transformation rapide qui soit non seulement bénéfique à la santé de tous, mais qui préserve cet état de santé sur le moyen et le long terme ?

La santé constitutive des libertés

Il est d'abord essentiel de poser la santé des personnes et des populations comme une condition d'exercice des libertés publiques, et inversement de poser l'exercice de libertés publiques comme condition d'un état de santé désirable, et plus fondamentalement d'une existence digne.

Dans le monde techno-industriel, la liberté est pensée sur le mode de la conquête et de la négation des limites. Cette morale de la toute-puissance entre en contradiction avec notre propre finitude et celle de la biosphère. Dans un monde fini, cette liberté-là ne s'acquiert

que par une contrainte accrue sur la multitude, voire par la négation de son droit à la vie. Comme l'exprime Corine Pelluchon, nous avons besoin d'une forme de liberté qui cultive son enracinement dans les conditions matérielles de notre existence, nos nourritures terrestres comme notre besoin d'attention, de soin et des autres : *"La santé est la condition de notre liberté"* [5].

Dans la plupart des pays, une contrainte forte s'exerce maintenant sur les personnes, les populations et les structures de production parce que leurs activités ont été reconnues comme vectrices d'un virus qui met en péril de nombreuses vies humaines. Mais il existe différentes formes de virus : avec l'effondrement de la biosphère, engagée selon ces mêmes dynamiques (pollution des milieux, dévitalisation de la planète, dérèglement climatique), l'environnement devient de plus en plus dangereux et l'émergence épidémique de régimes autoritaires apparaît comme un destin. Or, *on ne vit pas en bonne santé dans le totalitarisme, l'arbitraire ou la terreur*. Notre trajectoire risque de ressembler à une descente aux enfers faite de crises récurrentes, qu'elles soient sanitaires ou d'une autre nature, si nous ne parvenons pas à sortir de ce répertoire de la contrainte.

Prenons donc la précaution (1) de ménager la biosphère dans laquelle nous pouvons vivre, (2) de construire dès à présent la société dans laquelle nous voulons vivre et (3) d'inventer d'autres répertoires d'action que l'état d'exception et l'autoritarisme pour faire face aux périls vitaux. Prenons le temps d'intégrer définitivement les enjeux sanitaires dans un projet de civilisation.

La santé, un secteur stratégique

Les activités de santé constituent un secteur plus que stratégique, c'est un secteur vital, indépendamment de son lien avec les performances productives, économiques ou financières d'un pays ou d'une région. *Plaçons donc la santé au centre du pacte social*. Comme l'exprime Laurent Berger, *"Pour relever les défis stratégiques du XXI^e siècle, nous aurons au moins autant besoin de savoir protéger les populations des crises sanitaires et des catastrophes climatiques que de construire de nouveaux porte-avions"* [1].

Cependant, de même que la dynamique thermo-industrielle ne pourra être reconduite à l'identique après la crise, la logique de prise en charge sanitaire ne pourra pas être reconduite dans les termes actuels : l'ajustement des flux dans une logique d'optimisation médico-technique, la dépendance de services sanitaires essentiels à l'égard de longues chaînes logistiques inscrites dans une organisation morbide de la production et des échanges (médicaments, réactifs, équipements de soins, matériels de protection, etc.). Il s'agit essentiellement de préparer nos systèmes de santé au paysage sanitaire qui se dessine avec le passage dans l'anthropocène.

Dans les années à venir, la montée des périls risque de se traduire d'abord par une répétition des états d'exception : le système de santé doit donc se préparer à fonctionner durablement dans une situation de tension portant simultanément sur un état de santé dégradé de la population et la disponibilité des ressources pour y faire face. Or, dans la logique impulsée par de puissants intérêts économiques et financiers, l'intégralité des moyens sont actuellement consacrés à des soins techniques fortement consommateurs de ressources, dans l'atrophie générale des fonctions de précaution, de prévention, de prophylaxie et de capacité de réponse à des situations exceptionnelles (alerte et urgence) comme à des enjeux de moyen et de long terme. De nouvelles défaites, de cruelles

désillusions sont à craindre pour les prochaines années si nous ne nous affranchissons pas de ces logiques.

La santé, un enjeu central des politiques de transition

La transformation rapide de notre façon de vivre ensemble a désormais un nom, un programme, des citoyens engagés et une visibilité, c'est la transition écologique et solidaire, qui intègre la réforme des fondements éthiques, culturels et conventionnels de la société industrielle. Pour Laurent Berger, *"l'enjeu de la transition écologique est au fond très proche de l'impératif sanitaire : dans les deux cas, il s'agit de sauver des vies humaines"* [1]. Les arguments portant sur la santé des personnes et des populations pèsent déjà lourd dans l'argumentation générale pour la mise en œuvre des principales mesures de la transition écologique et solidaire. *Faisons de la préservation et de l'amélioration de la santé la finalité principale des politiques de transition.*

Il n'est dès lors plus nécessaire d'appuyer le propos sur des conséquences à long terme dans des territoires lointains, même si cette dimension a vocation à demeurer en termes de responsabilité dans une exigence de justice climatique. Ces phénomènes lointains sont certes accessibles aux modélisations mathématiques et à une intelligence éduquée, mais ils entrent difficilement dans le champ de la réalité éprouvée, de la connaissance vécue. Tant qu'ils demeurent imperceptibles par nos sens, ils sont inaccessibles à notre expérience subjective. A l'instar du *Lancet Countdown on Health and Climate Change* pour son troisième rapport [6], qui insiste sur les conséquences du dérèglement climatique sur la santé des plus jeunes d'entre nous, *concentrons-nous sur des objectifs proches qui permettent le soutien de la population* [2].

Santé et mise en œuvre des mesures de transition

Les mesures de confinement des mois de mars et avril 2020 ont entraîné l'arrêt complet de l'économie et le décrochage durable d'une forme d'intégration au commerce mondial par l'énergie fossile et l'hypermobilité des personnes, des biens, des capitaux et des ressources. Avec un motif solide et une volonté suffisante, il est donc possible de suspendre en quelques jours la fabrique mondiale des nuisances. En outre, ces mesures restrictives ont été acceptées sans difficulté parce qu'elles étaient comprises comme des protections à l'égard d'un danger imminent. Le débat a porté *a posteriori* sur le caractère plus ou moins tardif de ces décisions, et non sur l'excès de précautions. Ainsi, l'acceptation de mesures fortes ne dépend pas fondamentalement de leur caractère plus ou moins contraignant, mais de leur compréhension comme prises au bénéfice de tous.

Pour opérer une transition écologique à la hauteur de la menace, il sera certainement nécessaire de réduire drastiquement le niveau de nuisance collective des plus riches, mais cette contribution ne suffira pas : nous devons avoir recours à des formes de restriction de l'empreinte écologique qui toucheront l'ensemble des citoyens des pays industrialisés dans leurs habitudes de dissipation énergétique et d'hypermobilité, y compris les plus modestes. Cette difficulté apparemment insurmontable *avant* a toutes les chances de devenir secondaire après la prise de conscience du péril imminent. Comme cette transition doit s'opérer dans un temps court, la difficulté consiste plutôt à présenter rapidement des mesures jugées appropriées, c'est-à-dire à la hauteur du péril. Comme un médecin annonce

à un patient la nécessité d'une prise en charge exigeante pour contrarier un destin donné pour fatal, le schéma général de l'action publique à conduire consiste à (1) présenter la nature du danger, surtout lorsque nos sens ne permettent pas de l'appréhender, puis (2) proposer une conduite à tenir non seulement consistante avec les représentations habituelles de la santé (le "silence des organes" du chirurgien René Leriche), mais aussi conforme aux valeurs de justice, de partage, et promesse de vie digne.

Des mesures dans le registre de la coopération et de l'entraide

Plusieurs publications ont montré que la pollution de l'air augmente la mortalité spécifique des maladies, notamment celle des viroses à tropisme respiratoire telles que le SRAS ou le Covid-19. Or, la concentration de particules fines a baissé de 20% à 30% en Chine pendant la période de confinement entre janvier et mars 2020. Compte tenu que cette pollution est responsable *chaque année* de plus d'un million de morts, il en résulte un bénéfice général en regard des 3500 à 4000 morts déclarés en Chine, même si les chiffres présentés sont minorés d'un facteur 100 (les estimations courantes parlent d'une minoration d'un facteur 15 à 40), et il s'obtient en quelques jours, *plus rapidement que la fin du portage épidémique* du germe infectieux, ce qui minore également le risque épidémique spécifique. Cette baisse ne devrait donc pas être seulement une conséquence heureuse des mesures de contention de l'épidémie, elle devrait être *prescrite* par les pouvoirs publics au titre de l'arrêt d'une activité vectrice d'une dangerosité particulière pour la santé des populations.

D'une façon générale, la prééminence nouvelle de la santé sur toute autre considération économique ou financière conduit à un basculement des politiques publiques dans la coopération et l'entraide. De même que les mesures prises pour la santé de populations particulières sont généralement bénéfiques pour la population humaine dans son entièreté et pour la salubrité de la biosphère, les politiques faisant de la santé des populations leur critère principal sont structurellement coopératives : c'est là une des dimensions essentielles de l'action de l'OMS. Cette prééminence contrevient aux fondements du développement techno-industriel actuel, qui fragilise les personnes sur le court terme et leur ferme la possibilité d'un avenir - tout au moins pour les activités dont ne dépend pas la permanence des collectifs sociaux essentiels, c'est-à-dire celles qui en fait supportent la croissance du PIB. Plutôt que ce dernier critère, la décision publique solidaire peut se donner la santé des populations avec des indicateurs correspondants, tels que par exemple *l'amélioration de la santé attribuable à telle ou telle réforme des activités et secteurs économiques*, un négatif du risque attribuable à des facteurs de risque trop aisément associés aux activités industrielles, se déclinant sur le court terme comme sur le moyen et le long terme.

Des souffrances évitables par une mise en œuvre précoce de la transition

La pandémie du Covid-19 a démarré de Chine de façon quasi-identique à la première (le virus SRAS-CoV-2 responsable du Covid-19 est un proche parent du SRAS-CoV-1 qui a quitté sa niche écologique en 2002), et nos dirigeants se sont laissé une nouvelle fois convaincre par la propagande d'un régime qui n'a rien appris de ses erreurs, au contraire de ses voisins asiatiques. Dans le cœur du réacteur néolibéral, des années de désarmement sanitaire de premier recours et la prévalence de logiques financières de court terme n'ont pas permis de faire face à la bourrasque épidémique : pas de provision de masques, de gel hydroalcoolique, de réactifs de dépistage, pas d'exercices de simulation dans les hôpitaux.

Cette imprévoyance est en passe de se manifester à la prochaine crise liée à l'état actuel de notre biosphère. Malgré les appels des scientifiques et les alarmes de la jeunesse, les dirigeants se laissent encore convaincre par la propagande orchestrée des industries extractives, des pétroliers, de la pétrochimie, des énergéticiens, qui veulent nous convaincre que l'expansion thermo-industrielle doit reprendre au plus vite alors qu'elle est inévitablement vouée à disparaître. Nous n'anticipons pas l'entrée dans l'ère des écosystèmes défaillants, plus dangereuse que l'actuelle pandémie au SRAS-CoV-2 et plus certaine que la date de la prochaine crise. Comme pour le Covid-19, les mesures à mettre en œuvre pour protéger les populations risquent d'être d'autant plus brutales que nous aurons tardé à prendre la mesure du danger.

La crise sanitaire que nous traversons doit donc inciter à une plus grande anticipation à l'égard des plus grands dangers si nous voulons épargner à nos jeunes des souffrances inacceptables lors des crises à venir. La certitude de la catastrophe et son caractère total nous conduisent à prendre tout de suite les mesures qui s'imposent pour empêcher de nuire les activités et les projets qui impliquent la combustion des ressources fossiles, l'épuisement des ressources et la destruction du vivant. Cet impératif moral transcende tous nos vieux clivages académiques, politiques, économiques et sociaux.

Il nous faut atterrir

Si nous acceptons toutes les privations pour échapper au virus et diminuer sa circulation, c'est que nous les croyons efficaces et temporaires et que les pouvoirs publics nous y contraignent. Nous avons plus de difficulté à les accepter pour l'effondrement de la biosphère, parce que les renoncements collectifs ont vocation à être définitifs, parce que les chemins pour y échapper ne sont pas encore bien tracés et que les pouvoirs publics actuels demeurent enchâssés dans une technostucture thermo-industrielle en cours d'effondrement. Or, cette crise sanitaire constitue le prodrome d'une mutation écologique irréversible à laquelle nous n'avons aucune chance d'échapper. Nous avons vécu durant le dernier demi-siècle comme les fêtards du 14 mars qui ont bravé l'interdit de fermeture pour faire durer la nuit. Mais nous avons maintenant changé d'époque : il est temps d'agir.

Références

1. Berger L, Premières leçons de la crise. Cycle Covid19, *Terra nova*, 27 mars 2020. <http://tnova.fr/notes/premieres-lecons-de-la-crise>
2. Depoux A, Gemenne F, Les leçons de la crise du coronavirus pour lutter contre le changement climatique. *Le Monde*, jeudi 19 mars 2020, 26.
3. Foucart S, Réchauffement et Covid-19, même combat. *Le Monde*, dimanche 15 mars 2020, 31.
4. Latour B, « Imaginer les gestes-barrière contre le retour à la production d'avant-crise », 30 mars 2020. <https://aoc.media/opinion/2020/03/29/imaginer-les-gestes-barrieres-contre-le-retour-a-la-production-davant-crise/>
5. Pelluchon C, L'épidémie doit nous conduire à habiter autrement le monde. *Le Monde*, mardi 24 mars 2020, 22.
6. Watts N, The 2019 report of The Lancet Countdown on health and climate change: ensuring that the health of a child born today is not defined by a changing climate. *The Lancet*, 394, 13 novembre 2019, 1836-78. Doi: 10.1016/S0140-6736(19)32596-6